L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. | NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 14 JANVIER 1881. | 54me Année.

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI, 14 JANVIER 1881.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

TERMES A L'ABEILLE EN CE JOUR

Par E. Stern & Cie., au No 35, rue du Chartres, boutiques, meubles et horlogerie.

Par Spear & Bouillier, au No 12 rue St-Pierre, entre Chartres et Levée, soies, laines, bouteilles, tabacs, cotonnades, etc., etc.

L'arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis sur les affaires de Memphis.

La Législature du Tennessee, pour venir au secours de la ville de Memphis, persécutée outre mesure par des créanciers impitoyables, absolument comme la ville de la Nlle-Orléans, avait aboli la charte constituant la ville et avait donné ordre au gouverneur de nommer un receveur qui serait chargé de percevoir les taxes et de les appliquer aux besoins du district ou de la cité devant corporation, des créanciers, tout naturellement, s'adressèrent aux cours fédérales et l'on obtint des ordres pour forcer l'ancienne corporation à lever des taxes pour payer leurs créances. Il y en eut bientôt pour plus de $800,000 et les cours nommèrent aussi un receveur pour agir contre celui que venait de nommer par le gouverneur d'après l'autorisation et la réquisition de la Législature.

Le décret allait plus loin. Non seulement il interdisait à Harriwether, le receveur d'Etat, de prendre possession des valeurs actives, des biens, des livres, papiers et documents, mais les mains du receveur de la cour, mais encore il adjugeait que tous les biens dans les limites du territoire de l'ancienne corporation, étaient passibles et pouvaient être sujets au payement de toutes les dettes de la ville et que cette responsabilité serait réalisée à l'avenir, de temps en temps, de la manière que la cour pourrait ordonner.

De là, appel des défendeurs à la Cour Suprême des Etats-Unis, qui a répondu :

"Ce décret est manifestement erroné dans ses principales dispositions. Il procède d'après la théorie que les propriétés de toutes sortes, possédées par la municipalité à l'époque de son extraction, qu'elle les possédât de son propre droit ou pour usages publics, devaient être affectées au paiement de ses dettes, et constituaient un fonds de réserve spécial, dont la Cour de Circuit pourrait prendre possession, dans le but de remplir l'obligation, et d'après la théorie ultérieure que les biens particuliers des habitants de la ville étaient responsables du paiement de ces dettes, et que la Cour de Circuit pouvait les appliquer à ce paiement. Sous tous ces points de vue, le décret est radicalement faux. [Wrong].

"Le droit de l'Etat à rappeler la charte de Memphis ne peut pas être mis en question. Les corporations municipales ne sont que des *instrumentalités* de l'Etat pour la plus convenable administration du gouvernement local. Leurs pouvoirs sont ceux que la législature peut conférer, et ils peuvent être agrandis, restreints ou entièrement retirés à son bon plaisir. C'est là une doctrine commune, qu'on trouve dans toutes les adjudications relatives aux corps municipaux, et référée par tous les écrivains de droit, en commentateurs. Il n'y a pas de contrat entre l'Etat et le public, d'après lequel la charte d'une ville, ne soit pas en tout sujette au contrôle législatif. Toutes les personnes qui ont affaire avec ces corps, sont présumées comme ayant agi d'après la connaissance qu'elles doivent avoir du pouvoir de la Législature. Il n'y a pas de droit acquis, tant par aucun individu, qui ait pu lui être accordé par le pouvoir législatif. (Nombre d'autorités citées à l'appui.)

"Après avoir établi que les taxes précédemment levées, mais non collectées, à l'époque de la dissolution d'une corporation municipale, ne sont pas la propriété de la corporation, ne sont pas de dettes sur lesquelles les créanciers peuvent mettre la main avec l'aide des tribunaux judiciaires, l'opinion de la Cour Suprême des E.-U. poursuit ainsi :

"Les taxes municipales ne sont pas différentes quand elles sont levées sous writs de mandamus pour le payement de dettes, et lorsqu'elles sont levées pour le même but par statut. *La levée dans un cas ne fait autant pour l'exercice législatif que dans l'autre.* Les writs de mandamus requièrent seulement que les officiers d'assessement et de collection obéissent *à la loi existante*. Dans aucun cas les taxes ne sont des nantissements (liens) à moins qu'elles ne soient faites ainsi par statut. Levées seulement par l'autorité de la Législature, elles peuvent être altérées, ajournées, ou remises finalement à son bon plaisir.

"Un rappel de la loi sous laquelle une taxe est levée à quelque époque que ce soit avant qu'elle soit collectée, met généralement fin à la taxe, à moins qu'une clause pour son maintien ne soit faite dans l'acte de rappel. Mêmes disant généralement, car il y a quelques exceptions, lorsque la taxe par exemple est en connexion et étroite avec un contrat qu'elle peut être regardée comme la condition de son existence, alors les cours soutiendront que le rappel de la loi est invalide comme altérant l'obligation des contrats. Mais ce n'est pas de ces taxes constituant la considération de contrats que nous parlons; nous parlons des taxes ordinaires, autorisées pour le soutien du gouvernement, ou pour faire face à quelques dépenses spéciales; et celles-ci, jusqu'à ce qu'elles soient collectées, étant de simples impôts du gouvernement, privées et maintenues seulement par la volonté de la Législature, n'ont aucun des éléments de ces biens qui peuvent être saisis comme dettes, par procédures judiciaires, et ne sont pas sujettes au payement des ordonnances de la corporation dissoute. Elles ne forment, proprement dit, aucun des biens de la corporation. Elles sont seulement le moyen d'obtenir des fonds pour pourvoir le gouvernement et payer les dettes, et elles disparaissent, comme moyen, avec la révocation de la charte, à moins que la Législature n'en ordonne autrement.

"Quand elles sont collectées, Nargent entre les mains de l'officier collecteur, peut être contrôlé par les procédures des cours, et appliqué, d'après leur ordre, à l'usage pour lequel les taxes en ont été levées mais jusque là il n'existe rien qu'une loi de l'Etat impose[nt] certaines charges sur les personnes ou sur les biens, *que la Législature peut changer, différer ou remettre finalement à toute époque avant qu'elles soient mises en vigueur.* Aucun long temps que la loi, paternellement la tient en force, les cours peuvent, par mandamus, obliger les officiers chargés de la collecter, s'ils négligent de le faire, à remplir leur devoir ; *mais quand la loi est partie* [when the law is gone] *et que l'office de collecteur est aboli, il n'y a rien par quoi les cours peuvent agir. Les cours ne peuvent pas maintenir en force les taxes levées, ni lever de nouvelles taxes pour le payement des dettes de la corporation. Leur loi même n'est pas en cette judicature. Nous n'exposons aucun de ces éléments. C'est un grand droit de souveraineté, qui ne peut être accompli que par la Législature, sur des conditions de politique, de sûreté et de bien public.*

Après quelques citations d'autorités et de commentaires, l'opinion de la Cour exprime des Etats-Unis arrive aux conclusions suivantes :

"Que salubrité et beaucoup d'autres, que nous pourrions citer, suffisent pour appuyer ce que nous avons dit, que le pouvoir de lever des taxes appartient exclusivement au département législatif et il suit de la nécessairement que le contrôle de toutes les agences pour les collecter lui appartient aussi.

"Quand les créanciers ne peuvent obtenir paiement de leurs jugements contre des corps municipaux par exécution, ils peuvent procéder par mandamus contre les autorités municipales, pour les forcer à lever la taxe nécessaire dans ce but, *et ces autorités sont tenantes de ce pouvoir de taxe par la Législature*, et cette taxe une fois collectée ne peut être employée dans un autre but ; MAIS SI CES AUTORITÉS NE POSSÈDENT PAS CE POUVOIR, ou si leurs bureaux ont été abolis *et le pouvoir retiré*, le remède des *créanciers est par un appel à la Législature, qui elle seule peut l'accorder.*

L'opinion, pour nous plus amples encore, ajoute :

"Le judiciaire fédéral n'a jamais manqué autant qu'il était en son pouvoir, de forcer obéissance à tous les contrats légitimes consentants ou les individus, ou la municipalité, ou l'Etat. Il a, sans hésiter, brisé sur toute législation d'Etat affectant les obligations. Quand une taxe était autorisée par la loi pour remplir ces obligations, il a forcé les officiers d'assessment à lever la taxe et les officiers collecteurs à la collecter, et à en appliquer le montant. Mais c'est la limite de son pouvoir. *Il ne peut faire des lois quand l'Etat refuse de les passer. Il n'est lui-même que le serviteur de la loi. Si l'Etat ne peut pas lever une taxe, la judiciaire fédéral ne peut assumer le pouvoir Législatif, ni l'Etat présider à la levée de la taxe.* Si l'Etat a nommé des officiers de collection incompétents, le judiciaire fédéral ne peut les nommer lui-même. Il ne peut prendre sur lui de suppléer aux fautes ou aux omissions de la Législation de l'Etat. S'il s'enquiert mal de ses devoirs s'il usurpait un pouvoir qui appartient au corps ou département Législatif de l'Etat."

Il suit de là que le pouvoir de lever des taxes est exclusivement législatif et que les cours ne peuvent se permettre que d'ordonner la levée des taxes autorisées par l'Etat. De là la nullité de tous les mandamus lancés par le juge Billings contre la municipalité. Tout cela tombe. Ce grand arrêt fait tomber aussi du même coup, les décisions du même genre rendues par nos cours d'Etat, car la Constitution, la Ratification et la Législature, n'ont autorisé pour la ville de la Nlle-Orléans, qu'une taxe de 10 mills.

Tous les dispositifs les plus importants de cet arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis sont contenus dans la pétition que l'Hon. juge Marr a adressée à la Cour Suprême de la Louisiane pour en obtenir une nouvelle audition de cause, dans une affaire qui ressemble exactement à celle du Receveur de Memphis. Il n'y a pas la moindre différence, sinon que le procès de nos contribuables est encore mieux étayé que celui des contribuables de Memphis, attendu qu'ils ont non-seulement pour eux l'autorité législative, mais encore une autorité supérieure, la constitution. Le juge Marr a commenté fort habilement l'arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis qui est maintenant notre unique sauvegarde, et nous espérons, plus fortement que jamais, que notre Cour Suprême y aura égard.

OPERA FRANÇAIS.

Un public nombreux assistait à la première représentation de *Carmen*.

La mise en scène, pour laquelle rien n'avait été épargné, a répondu à l'attente générale. On a surtout admiré au second acte, une poésie ombragée par le feuillage luxuriant de vignes aux troncs tortueux qui enroulés autour des colonnes de la galerie. Les costumes sont variés, les uns enchantent les yeux par l'éclat de leurs couleurs, les autres par la richesse des broderies.

La musique de *Carmen*, autant qu'on puisse s'en rapporter à une première impression, nous a paru originale et d'un caractère distingué.

Bizet, en composant cet ouvrage, s'est efforcé, cela est évident, de sortir des sentiers battus ; il a cherché des effets nouveaux, et il en a trouvé de très heureux.

L'heure est trop avancée, au moment où nous traçons ces lignes, pour entrer dans les détails de l'exécution. Nous nous bornerons à dire que la représentation a bien marché ; que Mme Ambre a chanté et joué avec cette coquetterie presque farouche qu'on ne trouve qu'en certains pays et chez certaines races, et que M. Tournié s'est montré aussi grand tragédien que chanteur consommé.

A. M.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—Hiawatha, extravaganza à grand spectacle, a été représentée hier soir avec beaucoup de succès devant une nombreuse assistance. Elle sera jouée encore ce soir, et demain en matinée et en soirée, et dimanche soir tout cela sera remplacé par les "Horrors" qui, l'année dernière, firent beaucoup d'argent.

THEATRE ST-CHARLES. — Là pas de changement jusqu'à lundi. Mlles de Mlle. fait des Sœurs, sous les traits de Miss Annie Pixley, y occupera l'attention publique et l'affiche en attendant l'arrivée de la troupe d'opéra anglais de Strakosch et Hess, qui compte plusieurs sujets et plusieurs étoiles, entre autres Marie Roze dont la réputation est faite et bien établie. Cette troupe remarquable débutera lundi prochain.

Pendant le reste des représentations d'Annie Pixley des places seront réservées pour les dames au parquet.

Grand Concert.—Ce soir, la fête jeunesse dans la salle Grunewald présentera un attrait des plus intéressants. Il y sera donné un grand concert vocal et instrumental sous la direction du habile professeur Adolphe Duquesnay.

Un mystère.—On vient de découvrir le cadavre d'une femme dont on n'a pu s'assurer l'âge, tant la malheureuse était décomposée ; elle paraissait être restée plus de trente jours dans l'eau. Elle était dénuée de tout costume. Tout fait croire qu'elle a dû être terriblement défigurée dans les dernières grandes inondations et qu'une linge a été arraché par les vagues.

Plusieurs choses ont étonné ceux qui ont assisté à la levée du corps ; d'abord que personne n'ait pu identifier la morte et qu'elle était encore chaussée ; en chaussure n'ayant subi aucune altération par son long séjour dans l'eau. Après examen on s'est convaincu, à Finkelstein, de son vieux soulier les mots suivantes : "*Finckel boot*" ce qui fit aisément comprendre pourquoi la morte était encore parfaitement chaussée. Même les dames qui n'ont pas l'habitude de passer ainsi à la morgue ont trouvé que cette exposition était par trop publique.

Et puisque M. Rochefort prétend avoir défendu à M. Albert Joly d'envoyer cette lettre à Gambetta, pourquoi M. Rochefort ne l'a-t-il pas détruite après l'avoir écrite, "sous la dictée (!!!) d'Albert Joly ?"

Rochefort et Kaulla.

Mme de Kaulla, qui se dit baronne, comme des gens disent Espagnole sans l'être—n'ayant pu nous rencontrer dans les bureaux de l'*Intransigeant* à cinq heures du soir, nous avait donné rendez-vous à la huitième chambre pour cinq heures du matin. Nous n'avons pas cru devoir accepter cette entrevue plus que matinale, mais nous lui avons brûlé la politesse en nous abstenant de nous présenter. Il paraît, du reste, qu'elle ne s'est pas présentée non plus. Peut être était-elle en lecture.

Nous avons appris que nous étions condamné à une amende de cent cinquante livre tournois, et à l'insertion du jugement dans notre journal. Si cette fallacieuse baronne profite du flambeau éclairé que les derniers événements ont jeté sur son nom pour quitter la France et n'y plus revenir, nous serions encore heureux de payer cent cinquante francs le sleeping-car qui l'emporterait.

Ce qui ressort de ce procès intenté à plusieurs de nos confrères obscurs à nous, c'est que tous les privilèges et toutes les prévoyances du monde n'empêchent pas la vérité de faire un trouée dans l'opinion. Elle avait avec elle, cette Kaulla, toutes les puissances du jour :

Le général de Cissey, sénateur, ancien ministre de la guerre, grand'croix de la Légion d'honneur ;

Le général Chanzy, non moins sénateur, non moins grand'croix, de plus ambassadeur de France à St-Pétersbourg ;

Le général Trépoff, ancien grand-maître de la police russe, tout disposé à protéger les femmes galantes depuis qu'une honnête femme nommée Vera Zassoulitch lui logé dans l'abdomen deux balles de revolver d'un calibre inquiétant ;

Les ex-préfets de police, Léon Renault et Félix Voisin, qui ont dissimulé sous leur secret professionnel les mystères des perquisitions opérées à diverses reprises chez cette femme que la Bavière nous réclame.

Elle avait aussi le loyal Girardin, qui la tenoyait publiquement, en tout bien tout déshonneur.

Elle était, en outre, renforcée de plusieurs avocats et flanquée de quelques avocats. Eh bien ! toutes ces troupes ont été mises en déroute dès le début de la première audience. Rien n'y a fait.

Mme de Kaulla, ayant été diffamée, a répondu en diffamant son mari, et aujourd'hui la voilà seule, ayant sur les bras ses diffamations..... et les nôtres.

HENRI ROCHEFORT.

Dans une opulente maison des Champs-Elysées, les maîtres étant allés passer deux jours en partie de chasse à la campagne, les domestiques, livrés à eux-mêmes, s'étaient imaginé l'autre soir de tirer les rois.

Au moment d'organiser le petit pique-nique, le cuisinier va, en grande cérémonie, tirer la sonnette à honneur et embellir la petite fête de sa présence.

—Tirez les rois ! répond l'intendition avec un magistral dédain, j'aurais de la vie !

Un cocher ne tire que les *rênes* !

LÉON CHAPRON.

—Un mot d'enfant terrible. Auteur Robert Mitchell.

Eh bien ! lui demandait Hector Pessard, Et l'effondrement du parti monarchique ?

—Que voulez-vous, répondit le député de la Seine, la moitié du parti penchait pour le comte de Chambord ; l'autre moitié inclinait vers la République.

Les fêtes de Victor Hugo à Besançon.

On vient d'inaugurer à Besançon la plaque commémorative récemment posée sur la façade de la maison où est né Victor Hugo, en 1802.

C'est M. Alfred Rambaud qui avait été délégué par le ministre de l'instruction publique pour assister à la cérémonie.

Le cortège officiel s'est formé à midi et demi à l'Hôtel-de-Ville pour se rendre à la place Saint-Quentin, où la cérémonie a eu lieu, à une heure.

Malgré le mauvais temps, une foule immense était massée sur la place Saint-Quentin, devant la maison magnifiquement ornée. M. Fournerot, neveu de M. Grévy, M. Paul Meurice et toutes les sociétés de Besançon accompagnaient le cortège officiel.

M. Oudet, président, avait à sa droite M. Rambaud et M. Jacquinet, recteur ; à sa gauche, le général Wolf, commandant le corps d'armée, et M. Mouton.

M. Oudet a prononcé un discours, plusieurs fois interrompu par des applaudissements, où il a retracé la vie et l'œuvre du poète.

Le cortège s'est ensuite rendu au théâtre, où plus de trois mille personnes étaient réunies.

M. Rambaud, chef du cabinet du ministre de l'instruction publique, a analysé l'œuvre immense de Victor Hugo, la révolution littéraire qu'il a provoquée, les grands combats livrés autour d'*Hernani*.

L'orateur a montré l'originalité du théâtre de Hugo, et de son génie lyrique.

Il a retracé ses luttes contre l'Empire, il a montré le poète au Sénat et absent.

Cette conférence, fréquemment interrompue par les applaudissements de l'auditoire, s'est terminée au milieu d'un vif enthousiasme et M. Rambaud a été chaleureusement félicité par M. Paul Meurice.

Un concert, dont le programme était composé tout entier de morceaux choisis dans les œuvres de Hugo et de nombreux de musique adaptés à quelques-unes de ses œuvres, a été donné par les artistes du théâtre.

M. Paul Meurice a lu ensuite une lettre de remerciement de Victor Hugo.

Une couronne d'or a été posée sur le buste de Victor Hugo.

Cent cinquante exécutants ont fait entendre enfin la "Marseillaise", que toute l'assistance a écoutée debout.

Dans la soirée a eu lieu un banquet de cent couverts au palais Granvelle.

Inutile de dire qu'on y a porté la santé de l'illustre poète.

Le poète de Miolan Perreaut de Granville n'avait jamais été plus resplendissant.....

Le *Voltaire* a eu la curiosité de copier l'acte de naissance du poète. Le voici :

Naissance.—Du huitième du mois de ventôse, l'An dix de la République.

Garçon.—Acte de naissance de Marie-Victor Hugo.

Né le jour d'hier, à dix heures et demie du soir, fils de Joseph-Léopold-Sigisbert Hugo, natif de Nancy (Meurthe), et de Sophie-Françoise Trébuchet, native de Nantes (Loire-Inférieure), profession de chef de bataillon de la 20e demi-brigade, demeurant à Besançon, marié, présente par Joseph-Léopold-Sigisbert Hugo, le sexe de l'enfant a été reconnu être mâle.

Premier témoin Jacques Delisle, chef de brigade aide de camp du général Lahoz, âgé de 40 ans, domicilié audit Besançon.

Second témoin Marie-Anne Dessirier, épouse du citoyen Delisle, âgée de vingt et cinq ans, domiciliée à la dite ville.

Sur la réquisition à nous faite par le citoyen Joseph-Léopold-Sigisbert Hugo, père de l'enfant.

Et ont signé : J. HUGO, DESSIRIER épouse DELISLE, DELISLE.

La maison où est né Victor Hugo est située dans une des rues les plus courues de Besançon, à peu de distance de la vieille porte Rivotte et de la cathédrale que connaissent bien les touristes. Cette rue a changé de nom, il y a trois ans, et s'appelle officiellement rue Victor Hugo.

La maison n'a que deux étages ; elle est simple et est proportée comme toutes les constructions de la Franche-Comté.

—La *Révolution sociale*, organe de Mlle Louise Michel, se prononce en ces termes au sujet de l'incident Rochefort-Gambetta :

"A présent que la querelle entre le *Voltaire* et l'*Intransigeant*, entre Gambetta et Rochefort, est terminée, nous allons dire en bien peu de mots ce que nous en pensons.

"Nous commencerons par dire que nous regrettons fortement le jugement que nous sommes obligés d'émettre, mais la brutale logique nous y force.....

"Eh bien ! nous condamnons M. Henri Rochefort !

"Nous le condamnons, non pas que nous pensions que la fameuse lettre a été réellement remise à Gambetta, car qu'elle ait été remise ou non, cela nous importe peu : Rochefort l'a écrite et cela nous suffit.

"Et puisque M. Rochefort prétend avoir défendu à M. Albert Joly d'envoyer cette lettre à Gambetta, pourquoi M. Rochefort ne l'a-t-il pas détruite après l'avoir écrite, "sous la dictée (!!!) d'Albert Joly ?"

Rochefort et Kaulla.

Mme de Kaulla, qui se dit baronne, comme des gens disent Espagnole sans l'être—n'ayant pu nous rencontrer dans les bureaux de l'*Intransigeant* à cinq heures du soir, nous avait donné rendez-vous à la huitième chambre pour cinq heures du matin. Nous n'avons pas cru devoir accepter cette entrevue plus que matinale, mais nous lui avons brûlé la politesse en nous abstenant de nous présenter. Il paraît, du reste, qu'elle ne s'est pas présentée non plus. Peut être était-elle en lecture.

Nous avons appris que nous étions condamné à une amende de cent cinquante livre tournois, et à l'insertion du jugement dans notre journal. Si cette fallacieuse baronne profite du flambeau éclairé que les derniers événements ont jeté sur son nom pour quitter la France et n'y plus revenir, nous serions encore heureux de payer cent cinquante francs le sleeping-car qui l'emporterait.

Ce qui ressort de ce procès intenté à plusieurs de nos confrères obscurs à nous, c'est que tous les privilèges et toutes les prévoyances du monde n'empêchent pas la vérité de faire un trouée dans l'opinion. Elle avait avec elle, cette Kaulla, toutes les puissances du jour :

Le général de Cissey, sénateur, ancien ministre de la guerre, grand'croix de la Légion d'honneur ;

Le général Chanzy, non moins sénateur, non moins grand'croix, de plus ambassadeur de France à St-Pétersbourg ;

Le général Trépoff, ancien grand-maître de la police russe, tout disposé à protéger les femmes galantes depuis qu'une honnête femme nommée Vera Zassoulitch lui logé dans l'abdomen deux balles de revolver d'un calibre inquiétant ;

Les ex-préfets de police, Léon Renault et Félix Voisin, qui ont dissimulé sous leur secret professionnel les mystères des perquisitions opérées à diverses reprises chez cette femme que la Bavière nous réclame.

Elle avait aussi le loyal Girardin, qui la tenoyait publiquement, en tout bien tout déshonneur.

Elle était, en outre, renforcée de plusieurs avocats et flanquée de quelques avocats. Eh bien ! toutes ces troupes ont été mises en déroute dès le début de la première audience. Rien n'y a fait.

Mme de Kaulla, ayant été diffamée, a répondu en diffamant son mari, et aujourd'hui la voilà seule, ayant sur les bras ses diffamations..... et les nôtres.

HENRI ROCHEFORT.

Dans une opulente maison des Champs-Elysées, les maîtres étant allés passer deux jours en partie de chasse à la campagne, les domestiques, livrés à eux-mêmes, s'étaient imaginé l'autre soir de tirer les rois.

Au moment d'organiser le petit pique-nique, le cuisinier va, en grande cérémonie, tirer la sonnette à honneur et embellir la petite fête de sa présence.

—Tirez les rois ! répond l'intendition avec un magistral dédain, j'aurais de la vie !

Un cocher ne tire que les *rênes* !

LÉON CHAPRON.

—Un mot d'enfant terrible. Auteur Robert Mitchell.

Eh bien ! lui demandait Hector Pessard, Et l'effondrement du parti monarchique ?

—Que voulez-vous, répondit le député de la Seine, la moitié du parti penchait pour le comte de Chambord ; l'autre moitié inclinait vers la République.

LES IMPLACABLES.

M. ROCHEFORT A LA SALLE LEVIS ET A LA SALLE FAVIER.

Le Passé libre et la Libre pensée avaient organisé deux réunions dans lesquelles devaient se faire entendre H. Rochefort, Louise Michel et Paule Minck.

La première séance, rue Lévis, n'avait guère attiré plus de 250 à 300 personnes, qui perdirent un million de la vaste salle tapissent du pied pour se réchauffer. Après une pause d'une heure un quart, M. Rochefort, qui attendait dans le café voisin que le public fût un peu plus nombreux, se décide enfin à pénétrer dans la salle presque déserte et prend place sur l'estrade, ayant à ses côtés le citoyen Humbert et la citoyenne Paule Minck :

"Citoyens, dit-il, je me sens bien heureux de me retrouver au milieu de vous après les honteuses manœuvres tendées par l'opportunisme pour nous désunir. Ils se sont conduits comme des misérables. Mais, laissez-moi vous le dire, ils se sont conduits aussi comme des imbéciles. Ils voulaient élever un monument à Albert Joly, à qui ils prosécutent l'immortalité, et ils nous ont obligés de révéler qu'Albert Joly, ce prétendu modèle de droiture et de désintéressement, avait été condamné par le conseil des avocats à dix mois de suspension pour avoir soustrait et engagé de vendre des papiers appartenant à son client Rassel.

"Il en a été de même pour moi qu'ils voulu vendre également, et il est allé chercher dans sa serviette d'avocat un brouillon écrit par moi sous sa dictée.

"C'était un projet de défense qu'il me proposait, dont j'ai refusé absolument de me servir et dont il s'est servi plus tard, en 1876, au moment où il a livré mes papiers à Gambetta contre la députation de Seine-et-Oise.

"Les opportunistes ont eu outre commis la grande faute de forcer le public à comparer leur médiocrité et la mienne. Eux pensons, repus, dormant tout ce que la République offre de bonnes places et de bons appointements ; moi, j'ai jamais reçu de cette République qu'ils exploitent que des coups de fusil, des coups d'épée, la ruine, la déportation et l'exil. La parallèle était tout indiqué et ils ont été singulièrement imprudents de vous inviter à le faire."

Un accueil assez froid est fait à ce discours ; une centaine de personnes battent des mains. M. Rochefort s'assied et donne la parole à la citoyenne Paule Minck, qui fait un long discours sur la liberté.

Une citoyenne lit ensuite une pièce de vers, et M. de Rochefort cède la présidence au citoyen Humbert, pour se rendre à la salle Favier, dans la rue de Belleville.

La citoyenne Louise Michel et quelques artistes amateurs de bonne volonté faisaient patienter le public en cet endroit. Le programme était épuisé, M. Canivet, qui ne s'attendait pas à prendre la parole, s'était dévoué et, pour passer le temps, paraît des diverses municipales, lorsqu'enfin M. Rochefort apparaît au fond de la salle. L'accueil est un peu plus chaleureux qu'à la salle Lévis. Les femmes se lèvent et lui tendent la main au passage. Il remercie la réunion de sa réception. Depuis quelques jours, le rédacteur en chef de l'*Intransigeant*, a cru trouver une arme contre l'opportunisme dans la question du gaz, et il en abuse en homme qui n'a pas un grand choix d'arguments à sa disposition :

"Je ne vous donnerai qu'un conseil, dit-il ; les élections municipales approchent. Songez à ce qui nous attend, si Paris tombait dans les mains de ces bonnes. Ils ne sont conduits comme des misérables. Mais, laissez-moi vous le dire, ils se sont conduits aussi comme des imbéciles. Ils voulaient élever un monument à Albert Joly, à qui ils prosécutent l'immortalité, et ils nous ont obligés de révéler qu'Albert Joly, ce prétendu modèle de droiture et de désintéressement, avait été condamné par le conseil des avocats à dix mois de suspension pour avoir soustrait et engagé de vendre des papiers appartenant à son client Rassel.

"Il en a été de même pour moi qu'ils voulu vendre également, et il est allé chercher dans sa serviette d'avocat un brouillon écrit par moi sous sa dictée.

"C'était un projet de défense qu'il me proposait, dont j'ai refusé absolument de me servir et dont il s'est servi plus tard, en 1876, au moment où il a livré mes papiers à Gambetta contre la députation de Seine-et-Oise.

"Les opportunistes ont eu outre commis la grande faute de forcer le public à comparer leur médiocrité et la mienne. Eux pensons, repus, dormant tout ce que la République offre de bonnes places et de bons appointements ; moi, j'ai jamais reçu de cette République qu'ils exploitent que des coups de fusil, des coups d'épée, la ruine, la déportation et l'exil. La parallèle était tout indiqué et ils ont été singulièrement imprudents de vous inviter à le faire."

Un accueil assez froid est fait à ce discours ; une centaine de personnes battent des mains. M. Rochefort s'assied et donne la parole à la citoyenne Paule Minck, qui fait un long discours sur la liberté.

Une citoyenne lit ensuite une pièce de vers, et M. de Rochefort cède la présidence au citoyen Humbert, pour se rendre à la salle Favier, dans la rue de Belleville.

La citoyenne Louise Michel et quelques artistes amateurs de bonne volonté faisaient patienter le public en cet endroit. Le programme était épuisé, M. Canivet, qui ne s'attendait pas à prendre la parole, s'était dévoué et, pour passer le temps, paraît des diverses municipales, lorsqu'enfin M. Rochefort apparaît au fond de la salle. L'accueil est un peu plus chaleureux qu'à la salle Lévis. Les femmes se lèvent et lui tendent la main au passage. Il remercie la réunion de sa réception. Depuis quelques jours, le rédacteur en chef de l'*Intransigeant*, a cru trouver une arme contre l'opportunisme dans la question du gaz, et il en abuse en homme qui n'a pas un grand choix d'arguments à sa disposition :

"